



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Lundi 24 septembre 2012  
Numéro 182

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

## Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*L'Etat à découvert: ses leaders sont menacés... et ses citoyens sont enlevés*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*L'opposition de l'intérieur a haussé le plafond du sauvetage de la Syrie. Lutte pacifique et départ du régime dans tous ses symboles*

Al Akhbar (proche de la gauche)

*Des balles sur Aoun*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Raï: contrôler les armes sans exceptions*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*La rébellion syrienne gagne en tonus*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*L'opposition de l'intérieur organise le congrès du sauvetage de la Syrie en présence de diplomates*

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

*Informations sur l'installation de Bouchra al-Assad à Dubaï après des «différends» avec le président.*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*L'Iran menace d'une attaque préventive contre Israël*

## L'événement

### *Qui a tiré sur le convoi du général Michel Aoun à Saïda?*

L'attaque contre le convoi du général Michel Aoun samedi Saïda a suscité une vague de condamnations de la part de la classe politique, excepté la coalition du 14-Mars, dont les représentants démentent, ignorent ou minimisent l'incident.

Le Premier ministre Najib Mikati, qui préside la délégation libanaise à l'Assemblée générale des Nations unies, a appelé le général Aoun pour s'enquérir des circonstances de l'agression. Le Patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, s'est félicité du fait que le leader du bloc parlementaire de la Réforme et du Changement n'ait pas été atteint lors de l'attaque contre son convoi. Il a appelé à cette occasion à "un règlement de la question des armes qui prolifèrent partout". "Il ne doit y avoir aucune exception, car l'anarchie règne dans le pays", a-t-il dit à l'Aéroport international de Beyrouth (AIB) à son retour de l'Inde

En revanche, des sources parlementaires du 14-Mars ont affirmé qu'elles attendaient "les résultats de l'enquête avant de se prononcer sur la prétendue tentative d'assassinat". Le Courant du futur avait quant à lui nié l'existence d'une attaque contre le convoi du général Michel Aoun, "qui n'est pas passé par Saïda", selon le député islamiste Khaled Daher, citant des sources de sécurité.

Pourtant, les ministres de l'Intérieur et de la Défense, Marwan Charbel et Fayez Ghosn, ont confirmé que le convoi du chef du Courant patriotique libre (CPL) avait bien été attaqué et qu'une enquête était en cours pour identifier les auteurs de l'agression. La chaîne de télévision OTV a montré dimanche soir des images de la voiture du général Aoun atteinte au moins d'une balle, qui a transpercé la porte arrière.

Dans les faits, un convoi-leurre du général Aoun avait essuyé des tirs samedi soir alors qu'il passait près de la mosquée Bahaeddine Hariri, à Saïda. Le leader chrétien se trouvait dans un autre convoi qui revenait d'une tournée dans la région de Jezzine, à l'est de Saïda.

Dans un discours prononcé samedi soir, Michel Aoun a confirmé avoir échappé à une tentative d'assassinat. Le chef du plus grand bloc parlementaire chrétien s'exprimait devant une foule de partisans dans la région de Batroun. Selon lui, ceux qui ont voulu attenter à sa vie veulent déstabiliser le Liban, qu'il a réussi à mettre à l'abri de l'incendie qui ravage le Moyen-Orient. Ils veulent l'éliminer physiquement après avoir échoué à l'éliminer politiquement", a-t-il dit.

Avant l'attaque contre son convoi, Michel Aoun avait accusé dans un discours à Jezzine certains dirigeants libanais, sans les nommer, de se comporter comme des «mafieux». Il avait aussi réaffirmé son attachement au document d'entente signé avec le Hezbollah en 2006, qui a, selon lui, «préservé la coexistence au Liban».

## An Nahar

*Elie el-Hage, journaliste libanais proche de Samir Geagea*

Hanna el-Atik (el-Hanoun), ancien responsable de Forces libanaises (FL) et fondateur de l'unité d'élite connue pendant la guerre sous le nom des «Forces el-Sadm», a transporté dans les médias ses protestations contre ce qu'il appelle «l'individualisme» du chef des FL, Samir Geagea, à l'occasion d'un congrès politico-médiatique au couvent de Saydet al-Jabal (Notre Dame de la Montagne), à Fatka (Kesrouan). Les participants étaient constitués d'un mélange d'anciens responsables qui se sont éloignés des FL dans les années 80 et 90, et de cadres hostiles à Samir Geagea pour des raisons personnelles ou relatives à l'absence de chimie depuis le début de son parcours au couvent de Qattara-Meyfouq.

Hanna el-Atik a parlé d'une période de trois mois pour annoncer la composition d'un commandement pour un mouvement de redressement aux FL.

Étaient notamment présents l'ancien député Georges Kassab, le commandant à la retraite Fouad Malek, Massoud Achkar, Joe Eddé, Joseph Zayeck, Robert Abi Saab, et Ghassan Abou Jaoudé, représentant le docteur Fouad Abou Nader, ancien commandant en chef des FL.

Dans le communiqué lu par el-Atik figure un rappel des réalisations accomplies par les chrétiens et les Forces libanaises, notamment le fait d'avoir empêché l'implantation des Palestiniens, la patrie de substitution pour les Palestiniens et les projets de tutelle. Le document final propose une «révision intellectuelle et politique» et met en garde contre un retournement sur le concept de résistance des FL qui transformerait ce mouvement en «parti politique classique qui viendrait s'ajouter à toutes les autres formations traditionnelles». M. el-Atik a souligné que «le commandant en chef est le même depuis 1985. Il exerce ses prérogatives de manière absolue et celui qui veut être membre des Forces libanaises doit faire acte d'allégeance à sa personne». Il a demandé quel était le projet politique des FL aujourd'hui et s'est interrogé sur les raisons des attaques des FL contre Bkerké. «Notre projet est d'instaurer le pluralisme à l'intérieur des FL et d'œuvrer pour l'unité chrétienne sous l'égide du patriarche Béchara Raï», a ajouté M. el-Atik.

## Al Quds al-Arabi (Quotidien panarabe édité à Londres)

Un commandant des gardiens de la révolution, le général Amir Ali Hajizadeh, chef de l'armée de l'air, s'adressant à la chaîne iranienne en langue arabe el-Alam, a assuré qu'une attaque d'Israël sur l'Iran déclencherait «une troisième guerre mondiale». Si une attaque israélienne semblait imminente, «il est possible que nous menions une attaque préventive. Mais nous ne voyons pas cela pour le moment», a déclaré M. Hajizadeh, qui est chargé des forces missilières.

Et en cas d'attaque israélienne, que les États-Unis aient ou non donné leur feu vert, les Iraniens «attaqueront les bases américaines à Bahreïn, au Qatar et en Afghanistan», a ajouté M. Hajizadeh. Israël «ne peut pas imaginer (la) réponse (iranienne), et subira des dommages lourds», a-t-il ajouté, en évoquant un «prélude à sa disparition».

Samedi, le général Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des gardiens de la révolution, avait estimé que la guerre d'Israël contre l'Iran «(finirait) par arriver» et que son pays était prêt à cette confrontation qui provoquerait la destruction de l'État hébreu. C'était la première fois qu'un haut responsable iranien reconnaissait officiellement la possibilité d'un conflit armé avec Israël. «La stratégie défensive (de l'Iran) est basée sur l'hypothèse que nous allons nous engager dans une guerre, une bataille massive contre une coalition mondiale menée par les États-Unis», a par ailleurs déclaré hier l'adjoint du général Jafari, le général Hossein Salami, à l'agence Fars. Il a précisé que la République islamique avait mené des préparatifs pour «écraser» l'«ennemi», en frappant ses «bases dans la région, la sécurité du régime sioniste (Israël) et le marché énergétique, de même que les vies des forces ennemies». Néanmoins, il a souligné: «Nous ne commencerons pas une guerre. Mais si quelqu'un nous déclare la guerre, nous lancerons des offensives continues».

## ILS ONT DIT...

**Béchara Raï**, patriarche de l'Église maronite

“**Le film anti-islam produit aux États-Unis** porte atteinte non seulement aux musulmans et au prophète mais également aux chrétiens. Nous n'allons pas nous contenter de condamner. Nous allons appeler la communauté internationale à émettre une loi onusienne interdisant de dénigrer les religions. Nous allons évoquer des sujets positifs et d'autres négatifs et inquiétants. La visite du pape au Liban a été très positive alors que le film islamophobe a porté atteinte à tous les fidèles du monde. Ce film nous offense tous. Les Nations unies et la communauté internationale devraient prendre une position ferme à l'égard de ce genre d'offenses.

**Fayez Ghosn**, ministre de la Défense (8-Mars)

“**L'Armée libanaise n'a besoin** de l'autorisation ni du Hezbollah ni de quelqu'un d'autre pour étendre son contrôle à toutes les régions du pays. De toute façon, les ministres du Hezbollah étaient ceux qui ont appuyé avec le plus d'enthousiasme le plan de l'armée. Le parti a estimé que l'armée doit se déployer là où l'estime nécessaire, y compris la banlieue sud de Beyrouth.

**Ali Hassan Khalil**, ministre de la Santé (8-Mars)

“**L'accord de Taëf détermine** explicitement les contours de la loi et des circonscriptions électorales. Le mouvement Amal a toujours été pour une loi électorale selon laquelle le Liban serait une unique circonscription, à la base de la proportionnelle. Cette position reflète notre engagement à l'accord de Taëf. Les petites circonscriptions nous ramènent en arrière. Nous sommes toutefois prêts à prendre en compte les craintes de tous et nous prendrons partie de toute position nationale unanime.

## **Film anti-islam: cinquième manifestation du Hezbollah**

*Des milliers de partisans du Hezbollah ont manifesté dimanche à Hermel (Est du Liban) pour dénoncer le film islamophobe réalisé aux Etats-Unis. Il s'agit de la dernière des cinq manifestations organisées cette semaine par le Hezbollah à l'appel de son chef sayyed Hassan Nasrallah. «Mort à l'Amérique, Israël, ennemi des musulmans!», ont scandé des hommes, des femmes et des enfants en agitant des drapeaux jaunes du Hezbollah et des drapeaux du Liban. D'autres rassemblements avaient déjà réuni des milliers de personnes depuis lundi dans plusieurs villes du Liban contre le film dénigrant l'islam.*

*A Beyrouth, une manifestation organisée vendredi à l'initiative du cheikh intégriste sunnite, Ahmad el-Assir, a tourné en rassemblement anti-Assad.*

## **Iran: Obama balaye les pressions israéliennes**

*Le président américain Barack Obama a balayé dimanche soir d'un revers de main les appels insistants d'Israël à la communauté internationale, mais plus particulièrement aux Etats-Unis, à imposer des «lignes rouges» à l'Iran sur son programme nucléaire. Interrogé sur les pressions insistantes du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, M. Obama a répondu sur la chaîne américaine CBS qu'il comprenait ses inquiétudes et était d'accord avec lui pour faire en sorte que l'Iran n'accède pas à l'arme nucléaire. Mais «quand il s'agit de décisions concernant notre sécurité nationale, la seule pression à laquelle je réagis c'est celle qui consiste à faire ce qui est bon pour le peuple américain, et dans un tel cas, je vais m'extraire de tout le bruit environnant», a ajouté le président américain (Reuters).*

## **As Safir**

*Imad Marmal, journaliste libanais proche de la majorité*

Il est clair que le Mouvement Amal et le Hezbollah se sont lavés les mains des bandits et des hors-la-loi qui constituent un fardeau pour les deux partis, pour leurs assises populaires et pour l'image de la Résistance. Ils sont en passe de fournir à l'armée libanaise tout ce dont elle a besoin pour frapper les malfaiteurs d'une main de fer. L'armée a profité de ce «climat favorable» pour procéder à des opérations spéciales qu'elle n'avait l'habitude de faire dans le passé. Comme, par exemple, l'entrée dans la localité de Brital, où elle a fouillé les maisons une à une à la recherche du citoyen koweïtien qui avait été enlevé. L'armée a ainsi dépassé les prétendues lignes rouges établies autour de ce village. La troupe a aussi arrêté les membres du clan Moqdad impliqués dans les enlèvements, puis a appréhendé «Antar el-Dahié» (le champion de la banlieue), Hassan Karaké.

C'est dans ce contexte que le président de la Chambre, Nabih Berry, a reçu à sa table à Aïn el-Tiné, le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji. Le dossier sécuritaire était le plat principal au menu.

Au cours de la rencontre, M. Berry a dit au général Kahwaji: «Il semble que la situation se soit améliorée à Tripoli, aussi est-il possible de mieux se concentrer sur la banlieue sud et la Békaa, et d'acheminer davantage de troupes dans ces deux régions». M. Berry a fait remarquer que la Békaa a besoin d'une vaste «opération de nettoyage» et que les forces de sécurité doivent rester sur place pendant un certain temps pour renforcer la stabilité. «Je peux vous assurer dès à présent que le commandement du Hezbollah appuiera avec force tout ce qui peut renforcer la sécurité et la stabilité dans la Békaa», a-t-il dit.

La réunion s'est achevée entre les deux hommes par un accord sur la nécessité de mettre en œuvre le plan de sécurité dans la Békaa à partir de fin septembre. Sachant que le général Kahwaji a commencé hier une visite à Londres. Le commandement de l'armée attache beaucoup d'importance à cette visite pour recevoir des aides militaires et pour améliorer la coopération militaire entre les armées des deux pays. M. Berry assure que les mesures de sécurité de l'armée dans la banlieue sud vont se poursuivre et qu'il n'y aura pas de retour en arrière, ajoutant que le Hezbollah et Amal sont totalement d'accord sur la nécessité de soutenir l'institution militaire afin d'éradiquer «les tumeurs malignes» qui sévissent dans la rue, non seulement pour sauvegarder le prestige de l'Etat mais surtout pour préserver la sécurité des gens.

## **Al Watan** (Quotidien syrien non étatique)

En présence de diplomates arabes et étrangers, quelque 20 partis et mouvements de l'opposition et des personnalités opposantes ont organisé hier à Damas un «congrès pour le sauvetage de la Syrie».

Les participants ont réclamé la fin du «régime despotique» et un «changement démocratique radical» par des voies pacifiques. Dans le même temps, ils ont rejeté le recours à la violence et toute intervention étrangère.

Le congrès a réclamé dans son communiqué final «l'arrêt immédiat de la violence de la part des forces du régime et le respect par l'opposition armée de cette trêve sous une surveillance arabe et internationale appropriée», estimant que «la stratégie de la solution sécuritaire et militaire adoptée par le régime à provoqué une généralisation de la violence».

Le congrès a également demandé à l'émissaire spécial pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, de «prendre l'initiative de convoquer une conférence internationale pour examiner les meilleurs moyens d'assurer une transition vers un régime démocratique pluraliste», insistant dans le même temps sur le fait que «le changement souhaité découle de la volonté des Syriens».

Ont assisté aux travaux du congrès les ambassadeurs de Russie, Azmatallah KalamHamdov, d'Algérie, Boucha Saleh, d'Iran. Mohammad Rida Chibani, le conseiller politique à l'ambassade de Chine Wing Piao, le chargé d'affaires de l'ambassade d'Egypte, Alaeddine Abdel Aziz, ainsi que l'ambassadeur de Palestine, selon Raja Nasser, président du comité organisateur du congrès. Deux cent membres des mouvements et partis d'opposition ont pris part à ce congrès.